



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-126\_2022-DE

Feuillet n° 180/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D

Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S

Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F

Absent(s) excusé(s): LOPEZ M – CORNILLON D – MARCHAND A

Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur Le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 28 novembre 2022 à l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

N° 126/2022

Voix pour : 23  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage  
du 21 DEC. 2022

APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 28 novembre 2022.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de 2 mois.





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-127\_2022-DE

Feuillet n° 181/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 19 DÉCEMBRE 2022**

*L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F – AIME N – BLANC D – MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – ASTIER C – ROS C – GARCIA A – LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F*

*Absent(s) excusé(s) : LOPEZ M – CORNILLON D – MARCHAND A*

*Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.*

Conformément à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la publication des documents d'urbanisme approuvés ainsi que leurs évolutions doivent s'effectuer sur le portail national de l'urbanisme.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'opposabilité de ces documents d'urbanisme sera conditionnée non seulement à leur transmission en préfecture mais également à leur publication sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Afin de rendre possible cette publication, il convient de mettre le Plan Local d'Urbanisme (PLU) au format CNIG.

La Commune de Mondragon peut confier à SOLIHA 84 la mission de remettre le PLU au format CNIG par une convention définissant les conditions de réalisation de l'étude au prix de 400,00 € HT.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'étude jointe en annexe définissant la mission de remise en forme du PLU au format CNIG.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer la convention d'étude avec SOLIHA 84 pour un montant de 400,00 € HT.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.



### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 23

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

SOLIHA 84

CONVENTION  
D'ÉTUDE – MISE  
EN FORME DU  
PLU AU  
FORMAT CNIG  
TÉLÉVERSEMENT  
GÉOPORTAIL

N° 127/2022

Voix pour : 23  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage  
du 21 DEC. 2022





**DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE**

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-128\_2022-DE

Feuillet n° 182/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 19 DÉCEMBRE 2022**

*L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F – AIME N – BLANC D – MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – ASTIER C – ROS C – GARCIA A – LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F*

*Absent(s) excusé(s): LOPEZ M – CORNILLON D – MARCHAND A*

*Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.*

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune confie au bureau d'études SOLIHA 84 la mission de l'assister en matière d'urbanisme notamment dans le montage de dossiers complexes ou dans la recherche d'informations précontentieuses.

Il indique que le montant de cette prestation est fixé à 1 000,00 € HT pour l'année 2023.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe définissant la mission pour un an et les conditions financières de sa réalisation.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

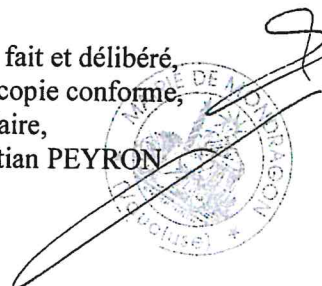
Le Conseil Municipal,  
Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer la convention d'assistance dans le domaine de l'urbanisme avec SOLIHA 84 pour l'année 2023 pour un montant de 1 000,00 € HT.

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON



### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 23

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

**SOLIHA 84  
CONVENTION  
D'ASSISTANCE  
DANS LE  
DOMAINE DE  
L'URBANISME  
2023**

**N° 128/2022**

**Voix pour : 23  
Voix contre : 0  
Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture  
Le **20 DEC. 2022**

et publication ou affichage  
du **21 DEC. 2022**



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-129\_2022-DE

Feuillet n° 183/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D

Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S - MARCHAND A

Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F

Absent(s) excusé(s) : LOPEZ M – CORNILLON D

Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune souhaite poursuivre son soutien financier auprès des habitants dans le cadre de la restauration des façades du centre du village. A ce titre, elle souhaite confier au bureau d'études SOLIHA 84, en complément de son point d'information « Amélioration de l'habitat » qui se déroule en mairie, la mission de gestion directe des « subventions façade » pour 2 ans.

La commune alimentera le « Fonds Publics » de SOLIHA en fonction des besoins de paiements de subvention aux particuliers, jusqu'à concurrence d'une dotation globale de 19 200,00 € sur la durée de l'opération.

Il précise que les Membres de l'Assemblée ont reçu, en annexe de la convocation, le bilan d'activités 2021-2022.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe définissant la mission pour les années 2023 et 2024 et les conditions financières de sa réalisation.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer la convention d'opération de revitalisation du centre ancien « Subvention façade » pour les années 2023 et 2024 et procéder à l'ensemble des actes liés à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

SOLIHA 84  
CONVENTION  
D'OPÉRATION DE  
REVITALISATION  
DES CENTRES  
ANCIENS  
« SUBVENTION  
FACADE »

N° 129/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture

Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage

du 21 DEC. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-130\_2022-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 184/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D

Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S - MARCHAND A

Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F

Absent(s) excusé(s) : LOPEZ M – CORNILLON D

Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.

Il est expliqué aux Membres de l'Assemblée que la commune collabore avec SOLIHA 84 qui assure ses permanences liées à l'amélioration de l'habitat en mairie.

Elle informe gratuitement les propriétaires occupants et bailleurs du territoire des différentes aides financières à la réhabilitation de leur patrimoine immobilier et les avantages fiscaux dont ils pourraient bénéficier.

SOLIHA 84 propose aussi des actions de sensibilisation sur les économies d'énergie par le biais d'ateliers collectifs.

De plus, elle assiste la commune pour l'obtention d'éventuel financement existant pour mener notre politique de l'habitat.

Pour permettre de reconduire les permanences de cet organisme sur la commune, il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat d'intervention joint en annexe pour les années 2023/2024.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer le contrat d'intervention lié au Point d'Information Amélioration de l'Habitat avec SOLIHA pour les années 2023 et 2024.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

NOMBRE DE MEMBRES
Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 24
DATE CONVOCATION
13 DÉCEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR
13 DÉCEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION
SOLIHA 84
CONTRAT D'INTERVENTION 2023-2024
POINT D'INFORMATION AMELIORATION DE L'HABITAT

N° 130/2022

Voix pour :	24
Voix contre :	0
Abstention :	0

Acte transmis en Préfecture
Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage
du 21 DEC. 2022

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-131\_2022-DE

Feuillet n° 185/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 19 DÉCEMBRE 2022**

*L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S - MARCHAND A*

*Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F*

*Absent(s) excusé(s): LOPEZ M – CORNILLON D*

*Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.*

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.123-2 et suivants, L.181-1 et suivants, R.123-1 à R.123-27, R.181-36 à R.181-38, D.081-15 à D.181-15-9,

**Vu** la demande d'autorisation environnementale déposée le 22 septembre 2021, complétée le 18 mai 2022 par la société Ets RICARD SARL dont le siège social est situé route d'Uchaux à Mornas (84550) afin d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière située aux lieux dits Mourre de Lira et Montmou sur le territoire de la commune de Mornas (le projet porte sur un périmètre d'autorisation de 11,5 ha),

**Vu** le dossier reconnu formellement complet et régulier par l'inspecteur de l'environnement dans son rapport du 1<sup>er</sup> juillet 2022,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 portant décision, après examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, du projet présenté par la société Ets RICARD SARL,

**Vu** l'étude d'incidence environnementale,

**Vu** les avis des services consultés, recueillis dans le cadre de la phase d'examen du dossier et l'avis de la clé du bureau SAGE du bassin versant de Lez en octobre 2021,

**Vu** la décision n°E22000059/84 du Président du tribunal administratif de Nîmes du 07 juillet 2022 désignant Madame Bernadette ABAQUESNE de PARFOURU, en qualité de commissaire enquêtrice pour conduire l'enquête publique qui aura lieu du lundi 14 novembre 2022 au jeudi 15 décembre 2022 inclus en mairie de Mornas,

**Vu** la délibération du 03 octobre 2022 du conseil municipal de la commune de Mornas approuvant la mise en compatibilité du PLU avec le projet de la carrière Mourre de Lira déposé par la société Ets RICARD SARL,

**Considérant** la nécessité de la mise en conformité du PLU étant donné que les terrains concernés par l'ajustement de la zone NCa (zone où l'exploitation de carrière est autorisée) avec la zone d'exploitation actuelle et son extension projetée, sont actuellement classés en zone naturelle et pour partie en espaces boisés classés à conserver,

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

AVIS SUR  
DEMANDE DE  
RENOUVELLEMENT  
ET D'EXTENSION  
SITUEE AUX LIEUX  
DITS « MOURRE DE  
LIRA » ET «  
MONTMOU » A  
MORNAS

**N° 131/2022**

**Voix pour : 24**  
**Voix contre : 0**  
**Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture

Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage  
du 21 DEC. 2022

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.



**Considérant** que le 04 août dernier, le commissaire enquêteur a remis son rapport, ses conclusions et son avis favorable assortis de réserves,

**Considérant** que le dossier d'enquête comprenant l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, précisant que la demande déposée n'est pas soumise à évaluation environnementale, l'étude d'incidence environnementale, l'avis des services consultés, l'avis du bureau de la clé du SAGE du bassin versant du Lez (octobre 2021) est mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête publique. Toute personne intéressée peut prendre connaissance du dossier :

- Physiquement : en consultant le dossier papier, en mairie de Mornas
- Par voie dématérialisée : en consultant le dossier d'enquête publique, l'arrêté et l'avis d'enquête publique sur le site internet de l'Etat en Vaucluse à l'adresse suivante : [www.vaucluse.gouv.fr](http://www.vaucluse.gouv.fr)

**Considérant** que toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfète de Vaucluse – Direction départementale de la protection des populations, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête,

**Considérant** que la commissaire enquêtrice sera présente en mairie de Mornas pour recevoir le public, lors des permanences indiquées ci-dessous :

Jours et horaires de permanence de la commissaire enquêtrice à la mairie de Mornas :

Mardi 20 décembre 2022 : 09h00 à 12h00

Vendredi 06 janvier 2023 : 14h00 à 17h00

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir émettre un avis favorable avec prescriptions sur la durée d'exploitation à savoir 15 ans.

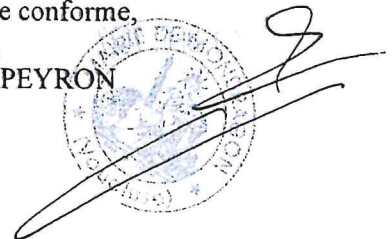
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**EMET** à l'unanimité un avis favorable à la demande déposée par Monsieur Gérard CROZEL, gérant des « Etablissements RICARD SARL » dans le but d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière « Mourre de Lira » située aux lieux dits « Mourre de Lira » et « Montmou » sur le territoire de la commune de Mornas avec prescriptions sur la durée d'exploitation à savoir 15 ans.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







**DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE**

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-132\_2022-DE

Feuillet n° 186/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 19 DÉCEMBRE 2022**

*L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S - MARCHAND A*

*Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F*

*Absent(s) excusé(s): LOPEZ M – CORNILLON D*

*Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.*

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-4-1, L.5211-4-2 et L.5211-4-3,

**Vu** le Code général de la fonction publique,

**Vu** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**Vu** le décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,

**Vu** l'avis du Comité Technique de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence en date du 1er décembre 2022,

**Vu** la saisine du comité technique du Centre de Gestion par la commune de Mondragon en date du 13 décembre 2022,

**Vu** le projet de renouvellement de la convention tel qu'annexé à la convocation de la séance.

**Considérant** que le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un EPCI à fiscalité propre et de ses communes membres, de mettre en commun des moyens afin de favoriser l'exercice des missions des structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions. Le service commun peut être chargé de l'exercice de missions opérationnelles ou fonctionnelles à l'exception des missions confiées à titre obligatoire aux centres de gestion,

**Considérant** la volonté de la CCRLP de soutenir les actions locales et d'assurer une logique d'équité territoriale et d'uniformisation des actions culturelles sur le territoire,

**Considérant** que le service commun, dédié à la mise en œuvre d'un réseau de lecture publique et d'enseignements artistiques, a permis de faire bénéficier aux communes membres d'un service de qualité,

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil : 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

RENOUVELLEMENT  
DE LA  
CONVENTION DU  
SERVICE COMMUN  
« RÉSEAU DE  
LECTURE  
PUBLIQUE ET  
D'ENSEIGNEMENTS  
ARTISTIQUES »

**N° 132/2022**

**Voix pour : 24**  
**Voix contre : 0**  
**Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture  
Le **20 DEC. 2022**

et publication ou affichage  
du **21 DEC. 2022**

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.







**Considérant** que la convention actuelle signée avec la commune arrivait à échéance le 31/12/2021 et que son renouvellement d'une année arrive à échéance au 31/12/2022,

**Considérant** que la durée de la convention, telle qu'annexée, est portée à 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Considérant** le règlement du comité de pilotage et de suivi dudit service,

**Considérant** qu'il est nécessaire de nommer les deux représentants titulaires et deux représentants suppléants de la Commune auprès du comité de pilotage.

Il est proposé à l'assemblée le renouvellement des représentants de la Commune, à savoir : Josette BERNARD ayant comme suppléant Yannick TRUC et Virginie VICENTE ayant comme suppléant Jean LEBEGUE.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ces questions.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité les termes de la convention relative au service commun réseau de lecture publique et d'enseignements artistiques telle qu'annexée à la présente délibération.

**APPROUVE** à l'unanimité le renouvellement des représentants de la Commune.

**AUTORISE** le Maire à signer cette convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

2022 DEC 20

2022 DEC 20





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-133\_2022-DE

Feuillet n° 187/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

**Messieurs :** MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F – AIME N – BLANC D – MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – ASTIER C – ROS C – GARCIA A – LLORET S – MARCHAND A

**Procurations :** SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F

**Absent(s) excusé(s) :** LOPEZ M – CORNILLON D

Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 et 34,

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** l'article L1511-8 - Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article R1511-45 - Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le projet de partenariat mené pour développer un projet de santé permettant de lutter contre la désertification médicale sur la commune,

**Considérant** que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent à savoir, un adjoint administratif à temps non complet (17.5 / 35ème) ;

**Conformément** à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent d'un agent administratif à temps non complet, à raison de 17.5/35ème (fraction de temps complet),
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif,

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CRÉATION DE  
POSTE D'UN  
ADJOINT  
ADMINISTRATIF  
A TEMPS NON  
COMPLET AU 1<sup>er</sup>  
MARS 2023

N° 133/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 20 DEC. 2022

et publication ou affichage  
du 21 DEC. 2022

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.





- L'agent affecté à cet emploi sera chargé de courantes de secrétariat, accueil du public et accueil téléphonique,
- La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- La modification du tableau des emplois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

Monsieur le Maire propose que le poste puisse être pourvu par des agents contractuels de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget 2023 aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de créer au tableau des effectifs d'un adjoint technique à temps non complet (17/35ème) et un adjoint administratif à temps non complet (17.5 / 35ème).

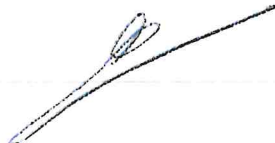
Ces emplois pourront être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter les agents affectés à ces postes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget 2022 aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le

ID : 084-218400786-20221219-134\_2022-DE

Feuillet n° 188/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-neuf décembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : MARSEILLES P – LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F – AIME N - BLANC D – MAUCCI D

Mesdames : ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F - ROMANINI B – ASTIER C - ROS C – GARCIA A – LLORET S - MARCHAND A

Procurations : SANCHEZ B à PEYRON C – VICENTE V à ALTIER M.A – SABATIER T à LEBEGUE J – CHARLES P à MARSEILLES P – GILLET N à BERNARD J – CASTELAS M à MARCHAND G – RIGGIO B à ROMANINI B – TRUC Y à BALBI F

Absent(s) excusé(s): LOPEZ M – CORNILLON D

Mr MARCHAND Guy a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Considérant l'avis de la commission finances qui s'est réunie le mercredi 7 décembre 2022 pour analyser les candidatures.

Monsieur le Maire informe les Membres de l'Assemblée, que le contrat de maintenance pour le réseau d'éclairage public et des coffrets forains arrive à son terme au 31 décembre 2022.

Il précise qu'il a lancé une consultation pour retenir une entreprise pour les trois prochaines années à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2025.

Il est indiqué que sur les 11 entreprises ayant retiré le dossier de consultation, 1 seule entreprise a fait une offre sur la plateforme de dématérialisation.

Le classement est défini comme suit :

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

13 DÉCEMBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

13 DÉCEMBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

ENTREPRISE  
RETENUE POUR LA  
MAINTENANCE DU  
RESEAU  
D'ECLAIRAGE  
PUBLIC ET DES  
COFFRETS  
FORAINS

N° 134/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 20 DEC. 2022

et publication de l'affichage  
du 21 DEC. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



	Prix	Prix	Dossier technique	Total	Classement
	Montant	Point	Point	Point	
INEO Provence et Côte d'Azur	Année 1 : 11492€ Année 2 : 9 212€ Année 3 : 7 896€ Total : 28 600€	40.00	52.00	92.00	1



Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

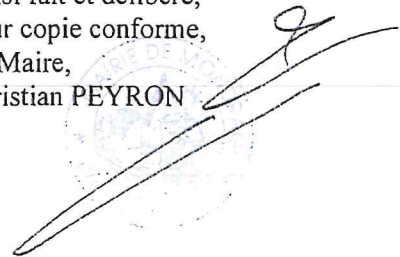
**DÉCIDE** à l'unanimité de retenir pour le marché de la maintenance du réseau d'éclairage public et des coffrets forains pour les années 2023, 2024 et 2025 l'entreprise INEO Provence et Côte d'Azur pour un montant de 28 600,00 € HT.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Guy MARCHAND



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON



1308 1308 01

1308 1308 01

